

Les agents municipaux appelés en renfort

dans les bureaux de vote pour le second tour

4 MAI 2017, PAR BASTIEN SCORDIA

Arnaud Andrieu/SIPA

Compte tenu de l'absence des deux grands partis de gouvernement au second tour de la présidentielle, les maires craignent de manquer d'assesseurs pour le scrutin de dimanche. Certains viennent de **lancer des appels à candidatures** et d'autres se déclarent prêts à **mobiliser leurs propres agents municipaux**.

Y aura-t-il assez d'assesseurs pour le second tour de l'élection présidentielle ? En raison de l'absence des candidats du Parti socialiste et des Républicains, deux partis qui avaient fourni un nombre important d'assesseurs au premier tour, les présidents des bureaux de vote pourraient avoir des difficultés à en recruter en nombre suffisant pour le scrutin de dimanche. **Des maires seraient même contraints de mobiliser des agents municipaux et de les rémunérer.**

Selon André Laignel, vice-président socialiste de l'Association des maires de France (AMF), les deux formations finalistes (En marche ! et le Front national) sont *"incapables de fournir le nombre d'assesseurs nécessaires"*, alors que le code électoral exige que chaque bureau de vote soit constitué *"au minimum, d'un président, d'un secrétaire et de deux assesseurs"*. *"Les militants FN avancent masqués et sont peu mobilisés tandis que ceux d'En marche ! n'existent pas sur le terrain"*, ajoute André Laignel, lui-même maire d'Issoudun, dans l'Indre.

Si leur nombre est inférieur à deux par bureau de vote, les assesseurs manquants sont mobilisés parmi les conseillers municipaux *"dans l'ordre du tableau"*, lesquels ne peuvent refuser qu'en cas d'*"excuse valable"*. Le cas échéant, les assesseurs sont alors désignés parmi les électeurs se présentant à l'ouverture des bureaux de vote, sachant lire et écrire et selon l'ordre suivant : l'électeur le plus âgé puis l'électeur le plus jeune.

Renfort des agents

Pour remédier à la pénurie, plusieurs villes de France viennent de lancer des appels à candidatures et certaines ont même décidé d'appeler leurs propres agents en renfort. À Lille, *"peu de partis s'étaient mobilisés au premier tour et c'est encore plus difficile pour le second tour"*, confie Marie-Christine Staniec-Wavrant, adjointe à la maire de Lille. Pour le 7 mai, l'élue confirme devoir mobiliser *"300 agents municipaux pour compléter le nombre d'assesseurs dans les 96 bureaux"* de vote de la ville.

À Marseille, la mairie a lancé un appel à désignation de *“100 présidents et 300 assesseurs pour les 480 bureaux de vote marseillais”*. À cette occasion, une formation pour les présidents des bureaux de vote a été organisée cette semaine, indique la municipalité. La ville a par ailleurs mis en place le versement d’une indemnité pour les agents municipaux mobilisés : 200 euros pour les présidents et 160 euros pour les assesseurs.

Pas de problème en revanche du côté d’Auxerre, dans l’Yonne. La ville a *“l’ensemble des postes d’assesseurs pourvus pour le second tour, indiquent ses services. On s’y est pris très en amont car on a vu arriver le problème.”* La municipalité a notamment *“envoyé un courrier à tous les nouveaux inscrits”* pour leur proposer d’être assesseurs.

Mobilisation des partis

Envois de mails, appels téléphoniques, le Parti socialiste des Bouches-du-Rhône entend lui aussi participer *“et pas à la légère”* à la recherche d’assesseurs et de présidents de bureaux de vote pour le second tour, rapporte l’un de ses responsables, Michaël Bruel. Celui-ci estime que le PS *“bouchera les trous”* dans environ un quart des bureaux de vote du département. *“On est encore en train de travailler et il y a des communes entières”* où le Parti socialiste fournit les assesseurs, ajoute-t-il, notamment dans de petites communes rurales.

Selon le porte-parole du Front national en région Provence-Alpes-Côte d’Azur, Franck Allisio, le parti frontiste compte, lui, envoyer des assesseurs dans *“environ 90 % des bureaux de vote, comme au premier tour”*. *“Ce sont nos adhérents, nos militants”* et *“nous avons également reçu des appels”* de sympathisants de Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Aignan, explique-t-il.

Du côté d’En marche !, la référente départementale du mouvement, Corinne Versini, tente *“de mettre deux adhérents partout”* mais doit composer avec des troupes parfois *“jeunes et inexpérimentées”*. Selon cette dernière, parmi les responsables politiques locaux, *“tout le monde ne joue pas le jeu”* dans les Bouches-du-Rhône. *“Certains disent soutenir Emmanuel Macron mais n’envoient pas d’assesseurs… Mais cela nous permet de faire le tri entre ceux qui apportent un vrai soutien, qui sont motivés, et ceux chez qui ce n’est que de la poudre aux yeux.”*